

Fiscal Cyclicity, Fiscal Policy and Economic Growth in Morocco: Empirical Assessment

Cyclicité fiscale, Politique budgétaire et croissance économique au Maroc : Evaluation Empirique

Oussama CHELLAF¹ and Rachid CHAABITA²

¹ (Doctorant – Chercheur en Sciences Economiques et de Gestion)

² (Professeur d'Enseignement Supérieur)

Université Hassan II- Casablanca / Laboratoire de Recherche : « Business Intelligence, Gouvernance des Organisations, Finance et Criminalité Financière » (BIGOFCE)

Résumé : La cyclicité fiscale et la politique budgétaire constituent des facteurs moteurs et déterminants de la croissance économique. Dans ce sens, l'Etat marocain a adopté plusieurs politiques budgétaires cherchant à stimuler l'activité économique, notamment en soutenant les secteurs clés de l'économie, et en mettant en place des réformes structurelles visant à améliorer le climat des affaires. Toutefois, il s'avère que la politique budgétaire ne peut pas à elle seule garantir une croissance économique à long terme. Dans le même sillage, une pression fiscale importante est à même de freiner l'activité économique. L'objectif du présent travail est de situer la cyclicité fiscale et de la politique budgétaire et d'analyser leur effet combiné sur l'économie. Les résultats par une méthode des moments généralisés, sur la période 1990-2021, montrent que le coefficient lié au cycle économique est négatif et non significatif, et que la pression fiscale a un comportement acyclique.

Mots-clés : Cyclicité fiscale, Cycle budgétaire, Politique acyclique, Modèle à Correction d'Erreur, Méthode Des Moments Généralisé.

Abstract: Fiscal cyclicity and fiscal policy play a driving role in economic growth. Thus, the Moroccan State has adopted several policies to stimulate economic activity, in particular by supporting key sectors such as agriculture, tourism and industry, and by implementing structural reforms aimed at improving the climate business. However, it should be noted that fiscal policy alone cannot guarantee long-term economic growth. In the same wake, significant fiscal pressure is likely to slow down economic activity.

The objective then, of this work is to situate the cyclicity of tax and fiscal policy and their effects on the economy. According to the results by a generalized method of moments for the period 1990-2021, the coefficient linked to the economic cycle is negative and insignificant, which amounts to saying that the fiscal pressure has an acyclical behavior.

Keywords: Fiscal Cyclicity, Fiscal Cycle, Acyclical Policy, Error Correction Model, Generalized Method of Moments.

1. Introduction

Depuis les années 1980, l'évaluation de la cyclicité de la politique budgétaire constitue un élément central pour l'appréciation de la dynamique économique. D'un côté, la politique budgétaire reflète un signal d'un véritable Etat démocratique et d'un autre, elle est l'adaptateur des espaces budgétaires, qui ne sauraient se soustraire de leur rôle de nodal des finances publiques. Pour les différents agents, l'analyse du cycle budgétaire représente l'un des déterminants fondamentaux de la dynamique de leurs activités. Chaque producteur est appelée à maximiser la gestion de la dimension budgétaire temporelle ou cyclique qu'à en faire une dynamique au quotidien et ce, tout en faisant preuve de citoyenneté.

Dans ce sens, la cyclicité fiscale fait référence aux fluctuations des recettes fiscales et des dépenses publiques au cours du cycle économique. Lorsque l'économie est en expansion, les recettes fiscales augmentent généralement en raison de la hausse des revenus et des profits. Les dépenses publiques peuvent diminuer, car il y a moins de pression pour fournir des mesures de soutien économique. En revanche, pendant les périodes de ralentissement économique, les recettes fiscales diminuent souvent en raison de la baisse des revenus et des profits, tandis que les dépenses publiques peuvent augmenter pour stimuler l'économie.

La politique budgétaire fait référence aux décisions prises par le gouvernement en ce qui concerne les recettes fiscales et les dépenses publiques. Elle influence ainsi la croissance économique d'un pays. Lorsque l'économie est en ralentissement, le gouvernement peut mettre en œuvre une politique budgétaire expansionniste, en augmentant les dépenses publiques et en réduisant les impôts, ou en mettant en place des mesures de relance économique susceptibles de stimuler la demande agrégée, et pouvant encourager les investissements, qui favorisant la croissance économique.

Au Maroc, l'évolution de la politique budgétaire est à la fois l'expression et le résultat de la modernisation de ses modes de gestion, de la performance et de la responsabilisation des autorités publiques, mais aussi de son intégration et son ouverture graduelle à la sphère socio-économique internationale. La modernisation de la gouvernance des finances publiques marocaines a émergé principalement à une époque où les acteurs publics bénéficiaient des avantages budgétaires étatiques très élevés et jugés inefficaces, surtout sans aucun contrôle.

En outre, la crise économique et financière de 2007 a basculé le consensus prévalant sur l'inefficacité de la politique budgétaire discrétionnaire, puisque cette crise est née non pas du gonflement des dettes et déficits publics, mais plutôt des innovations financières non régulées, dans le cadre de la globalisation financière.

La politique budgétaire a repris sa place au cœur du débat sur le rôle de l'État, préconisant, comme le soutient Solow, une réhabilitation des stabilisateurs budgétaires et la reconsidération de la politique budgétaire un complément inévitable de la politique monétaire.

La nouvelle politique budgétaire marocaine résulte de la combinaison de trois principales dimensions de nature différente : (i) des difficultés vécues sous des politiques inefficaces marquées par des grands déséquilibres macroéconomiques (insoutenabilité de la dette publique, persistance du déficit commercial, inégalité sociale), (ii) l'hégémonie progressive des réflexions néolibérales basée sur l'impact du cycle budgétaire sur la viabilité du cadre macroéconomique et (iii) la volonté pour l'intégration de l'économie internationale.

La littérature théorique n'est pas abondante quand-il s'agit de l'étude du caractère cyclique de la politique budgétaire, ou de la cyclicité fiscale. Ce n'est que sur le champ de l'application de la politique budgétaire discrétionnaire que quelques courants ont évoqué cette problématique. Certains de ces courants de pensée préconisent un comportement contra cyclique pour une politique budgétaire discrétionnaire. D'autres, défendent la neutralité de l'action publique.

C'est dans ce cadre que par ce travail de recherche appliquée nous cherchons un double objectif : étudier la cyclicité de la politique budgétaire au Maroc, en vérifiant si la réaction du cycle aux variations de l'activité économique est contra-cyclique, acyclique ou pro-cyclique et dans le même sillage, tester la relation entre la fiscalité, le cycle budgétaire et la croissance.

Pour répondre à nos objectifs, nous optons, la démarche suivante : En premier lieu, on présentera une synthèse de la littérature empirique qui traite la relation entre la fiscalité, le cycle budgétaire et la croissance. En deuxième lieu, on procédera à la présentation du cadre méthodologique, via une approche économétrique, pour analyser la nature de cette relation. Enfin, on présentera les résultats de notre étude se focalisant sur le lien entre la cyclicité fiscale, le cycle budgétaire et leur impact sur la croissance économique.

2. La cyclicité de la politique budgétaire et viabilité des finances publiques : Analyse de la littérature empirique

Des études empiriques ont évoqué les problématiques concernant l'application de la politique budgétaire discrétionnaire, et préconisent que la politique budgétaire discrétionnaire doit acquérir un comportement contra cyclique. Mais, d'un point de vue keynésien, il est clair que les dépenses publiques devraient agir comme une force stabilisatrice et évoluaient dans une direction anticyclique. Cela étant et à des fins de stabilisation, les différents postes de dépenses publiques devraient être classés selon leurs valeurs multiplicatrices.

La théorie keynésienne soutient que la politique budgétaire doit agir comme une force stabilisatrice face aux variations du cycle économique et elle doit évoluer dans une direction contracyclique. Selon l'analyse Keynésienne, la politique économique la plus efficace pour relancer l'économie c'est la politique budgétaire discrétionnaire. Dans ce sens, lorsque l'économie est en situation de sous-emploi, l'Etat doit augmenter ses dépenses et les baisser en conséquence une fois l'économie se retrouve dans la phase d'expansion.

Selon la théorie de Keynes, l'augmentation des dépenses en période de récession génère des revenus additionnels. Une fraction de ces revenus sera vouée à la consommation, une à l'épargne et la troisième sera collectée par les administrations publiques sous forme d'impôts et de cotisations sociales. La consommation supplémentaire va enrichir la demande intérieure adressée aux entreprises. Ces dernières vont par la suite augmenter leurs investissements, employer plus, et distribuer des revenus additionnels. La hausse des dépenses va conduire à une augmentation de la demande globale qui va plus tard porter la production à des niveaux de plein emploi. L'action de l'Etat peut être menée aussi à travers une baisse des taxes, laquelle stimulera l'activité, à une moindre proportion que l'augmentation des dépenses.

A l'opposé, les néoclassiques considèrent cette politique de relance proposé par Keynes est inefficace et qu'elle conduit à une hausse des déficits publics et par la suite à l'endettement, ce qui conduit à un effet d'éviction. En effet, Barro (1974) souligne que les agents prévoient une augmentation de l'impôt pour que l'Etat rembourse son emprunt, et alors ils augmentent la part de l'épargne dans leurs revenus. Les anticipations rationnelles des ménages vont donc contrecarrer l'efficacité de la relance budgétaire (Effet ricardienne). Il indique que la politique budgétaire optimale doit être acyclique : l'Etat doit maintenir les taux d'imposition et les dépenses publiques stables et constants au cours des différentes phases du cycle économique.

Il est à signaler qu'à court terme, quelques dépenses et recettes publiques varient avec les variations de l'activité économique. Supposons qu'on est dans une période de croissance économique, il est bien évident que les recettes fiscales augmenteront aussi et certaines dépenses diminueront (notamment les prestations sociales aux entreprises), ce qui provoquera une amélioration du solde budgétaire.

Au contraire, si on est dans une période de récession économique, les recettes fiscales diminueront et les revenus de transferts seront plus importants, ce qui agira négativement sur le solde budgétaire. La composante non discrétionnaire de la politique budgétaire est associée aux propriétés cycliques des taxes, des dépenses publiques et des transferts.

Dans ce cadre, la littérature empirique cherche à trouver un bon indicateur qui représente mieux cette composante, l'ensemble des décisions et actions budgétaires, concernant la fiscalité et/ou les dépenses, que le gouvernement adopte en réponse à des événements économiques. La politique budgétaire volontariste peut être menée par les gouvernements en période de forte dégradation de la conjoncture économique afin de soutenir l'activité économique à Court terme (CT) moyennant le "multiplicateur keynésien".

Ce dernier permet de compenser la faiblesse des dépenses privées par un accroissement des dépenses publiques et son mécanisme se présente comme suit : si l'état augmente ses dépenses publiques, cela va engendrer des revenus supplémentaires, ces derniers sont divisés entre la consommation ; l'épargne ; les impôts et les cotisations sociales.

Dans ce cadre, la littérature empirique propose plusieurs méthodes pour calculer des indicateurs qui permettent d'identifier la composante discrétionnaire. Alesina et Ardagna (2010) utilisent le solde primaire corrigé des variations cycliques (CAPB) comme indicateur et définissent un ajustement budgétaire discrétionnaire lorsque le CAPB s'améliore d'au moins 1,5% du PIB. Cependant, cet indicateur est sujet à plusieurs critiques. En effet, il pourrait être surestimée lors des phases d'expansion et sous-estimée lors des phases de récession. En particulier, les ajustements cycliques corrigent les recettes et les transferts du gouvernement pour les cycles de l'activité économique, mais n'ajustent pas les revenus dans les cycles des prix des actifs, ce qui entraîne des variations dans le CAPB qui ne sont pas nécessairement liés à l'action politique.

Un autre indicateur est le solde budgétaire corrigé des variations cycliques, qui représente la partie structurelle du solde budgétaire. Cet indicateur est calculé par une démarche classique en deux étapes, par l'OCDE, le Fond Monétaire International, la Commission européenne et d'autres instituts, en estimant en premier l'écart de la production (Output gap) et en éliminant l'impact du cycle dans les fluctuations du solde budgétaire observé en deuxième étape.

Duchêne et Levy (2003) (entre autres économistes) suggèrent un indicateur plus satisfaisant pour mesurer la composante discrétionnaire : « l'effort structurel ». Il peut se décomposer en deux facteurs : La différence entre la progression de la dépense publique et la croissance potentielle, et les nouvelles mesures concernant les prélèvements obligatoires perçus par les administrations publiques. Ces deux facteurs sont qualifiés respectivement d'« effort structurel en dépense » et d'« effort structurel en recettes ». Ce concept ne forme pourtant qu'une mesure perfectible de la composante discrétionnaire de la politique budgétaire.

En outre, parmi d'autres mesures de la composante discrétionnaire, on cite l'indicateur d'impulsion budgétaire proposé par Hagemann et Sartor (1990) qui l'on définit comme étant l'écart entre le déficit courant primaire et le niveau que le déficit primaire serait atteint si les dépenses de l'année précédente et les recettes avaient accru respectivement avec la production potentielle et le PIB réel.

Blanchard (1993) propose un autre indicateur établi comme étant la différence entre la valeur du solde primaire qui prévaut si le taux de chômage est constant d'une année à l'autre et la valeur du solde primaire de l'année précédente.

Néanmoins, Alesina et Perotti (1996) ont développé cet indicateur en proposant une nouvelle mesure qui cherche à calculer la position budgétaire de l'Etat si le taux de chômage se subsiste en même valeur depuis l'année précédente.

De leur part, Fatas et Mihov (2003) introduit un autre indicateur pour mesurer la composante discrétionnaire de la politique budgétaire. En effet, ils prouvent que la volatilité du résidu issue de l'estimation de la fonction de réaction budgétaire peut être jugée comme une mesure proxy de la composante discrétionnaire. Néanmoins, cette mesure inobservable est sujette à des erreurs de mesure et est sensible à la spécification économétrique.

On peut distinguer deux approches dans la littérature empirique visant la mesure de la cyclicité de la politique budgétaire. La première analyse la corrélation entre le déficit budgétaire ou le solde budgétaire corrigé des variations cycliques et l'écart de production. La deuxième analyse la relation entre les instruments de la politique budgétaire et le cycle.

La première approche utilisant le déficit budgétaire, présente des limites relatives à la forte liaison entre cet indicateur et la cyclicité des recettes fiscales et des dépenses publiques liées au paiement des intérêts de la dette. En effet, durant les phases d'expansion, le solde budgétaire est excédentaire et dans les phases de récession, le solde budgétaire est déficitaire.

Cela risque à des confusions : conclure que la politique budgétaire est contracyclique, alors qu'elle est acyclique. Le résultat qui avance que la politique budgétaire est contracyclique dans les pays développés, et procyclique dans les pays en développement, ne peut être justifié que dans le cas où l'imposition et la consommation publique ont le même comportement, ce qui est loin de la réalité, car les recettes fiscales ont une tendance plus pro-cycliques dans les pays industriels, que sa tendance dans les pays en développement.

L'utilisation des soldes budgétaires pour mesurer la cyclicité de la politique budgétaire présente plusieurs limites d'où surgit la nécessité de trouver une autre mesure ; une deuxième qui s'est développée ces dernières années et qui met l'accent sur les instruments de la politique budgétaire dans l'analyse de la cyclicité budgétaire. A ce sujet, Reinhart a présenté en 2004 une étude de la cyclicité de la politique budgétaire basée sur la corrélation entre les dépenses publiques ou les taux d'imposition et le cycle économique.

3. Présentation du modèle théorique :

En s'inspirant des travaux empiriques de Woo (2009) et Thornton (2008) et autres, nous avons choisi d'estimer une équation (ou modèle économétrique) qui met en relation la variable budgétaire, une variable qui représente le cycle économique et la variable budgétaire retardée. Cette équation s'écrit sous la forme :

$$\text{Variable budgétaire}_t = \alpha + \beta * \text{Variable budgétaire}_{t-1} + \mathbf{B}X_t + \gamma * \text{Cycle}_t + \varepsilon_t$$

En effet, l'étude de la cyclicité de la politique budgétaire nécessite la définition des périodes de récession et celles d'expansion, cela se fait en comparant le PIB réel à son niveau potentiel, ce qui explique l'utilisation d'une variable représentant le cycle économique. X_t représente la matrice des variables de contrôle.

Les variables budgétaires :

La sélection des variables budgétaires susceptibles d'expliquer l'évolution cycle budgétaire est inspirée de l'approche inter-temporelle qui suggère l'introduction des variables budgétaire déterminant l'équilibre principalement les différentes dépenses budgétaires et les différentes ressource (recettes fiscales précisément). La période utilisée est de 1985 à 2018.

Dans notre modèle on s'est référé aussi à des variables liées aux facteurs budgétaires susceptibles d'expliquer le comportement des dépenses en s'inspirant de l'expérience de plusieurs pays avec une économie similaire. Il est à rappeler que toutes les variables sont exprimées en logarithme afin de stabiliser la variance de chaque série et sont exprimées en ratio par rapport au PIB.

La variable pression fiscale est obtenue en divisant les recettes fiscales sur le Produit Intérieur Brut (PIB). Le test nous mène à conclure qu'il s'agit d'un processus DS, donc la actionnarisation de la variable se passe de la même manière que pour les variables précédentes et nous créons la variable DREF qui est stationnaire avec :

$$DLREF_t = LREF_t - LREF_{t-1}$$

La variable représentant le cycle économique :

La variable que nous avons choisi pour représenter le cycle économique est l'outputgap, cette dernière se calcule comme suit :

Outputgap = la composante cyclique du PIB réel / PIB réel

Pour déterminer la composante particulièrement cyclique de la variable PIB réel, nous avons utilisé le filtre Hodrick et Prescott qui assure la décomposition à la fois et simultanément de la série en tendance et cycle. Il existe de nombreuses méthodes d'estimation statistique du PIB potentiel, à titre d'exemple :

Le filtre de **Hodrick-Prescott** (filtre HP), l'approximation du filtre passe-bande proposée par Christiano et Fitzgerald, lissage par moyenne mobile centrée, approche par la tendance segmentée. Nous nous intéressons dans cette partie au filtre HP vu sa simplicité. Il s'agit de la méthode la plus répandue pour décomposer les séries macroéconomiques, par exemple la série du PIB, du chômage, de consommation, etc., en composantes tendancielle et cyclique.

Soit y_t une série macroéconomique, c_t sa tendance. La méthode d'Hodrick-Prescott consiste à définir c_t comme résultant de la minimisation du critère suivant :

$$\sum_{t=1}^T (y_t - c_t)^2 + \lambda \sum_{t=2}^{T-1} [(c_{t+1} - c_t) - (c_t - c_{t-1})]^2$$

Dans ce cadre, il est à rappeler que la valeur de λ permet d'arbitrer entre deux propriétés de la tendance : d'une part, la tendance doit être proche de la série (ce qui est traduit par le premier terme), d'autre part, la tendance doit être suffisamment lisse et sa variation doit être faible (second terme).

Si $\lambda=0$, $y_t = c_t \forall t$

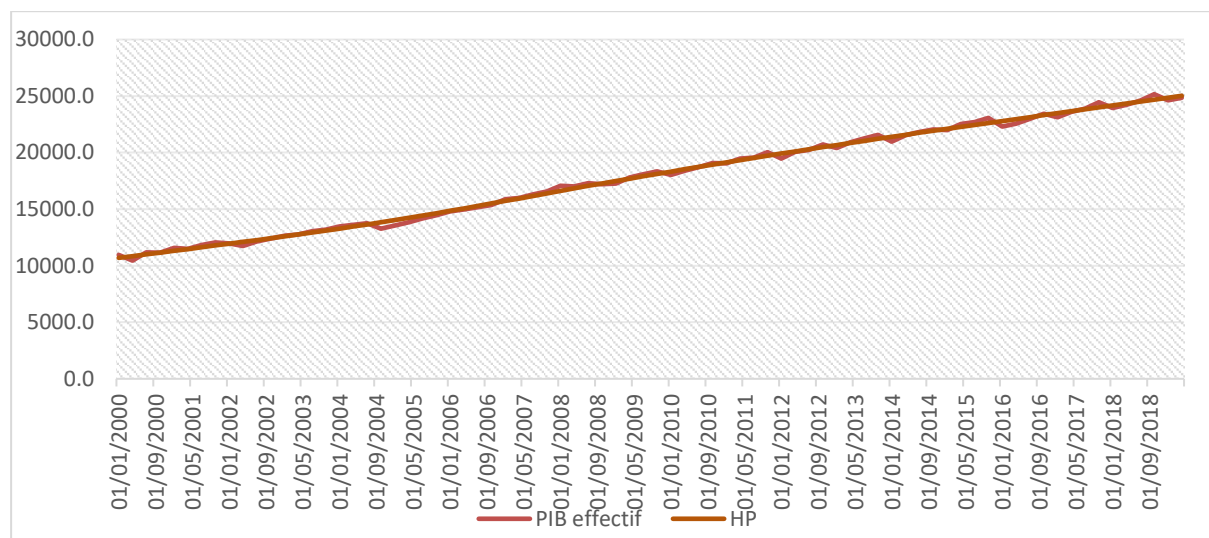
Si $\lambda=\infty$, c_t est une constante ou une droite déterministe.

En pratique :

- λ est pris égal à 1600 sur données trimestrielles.
- λ est pris égal à 100 sur données annuelles.

En se basant donc sur ce filtre le PIB potentiel du Maroc est représenté comme suit :

Figure1: évolution du PIB effectif réel et du PIB potentiel estimé par le filtre HP au Maroc durant la période 2000T1-2020T2

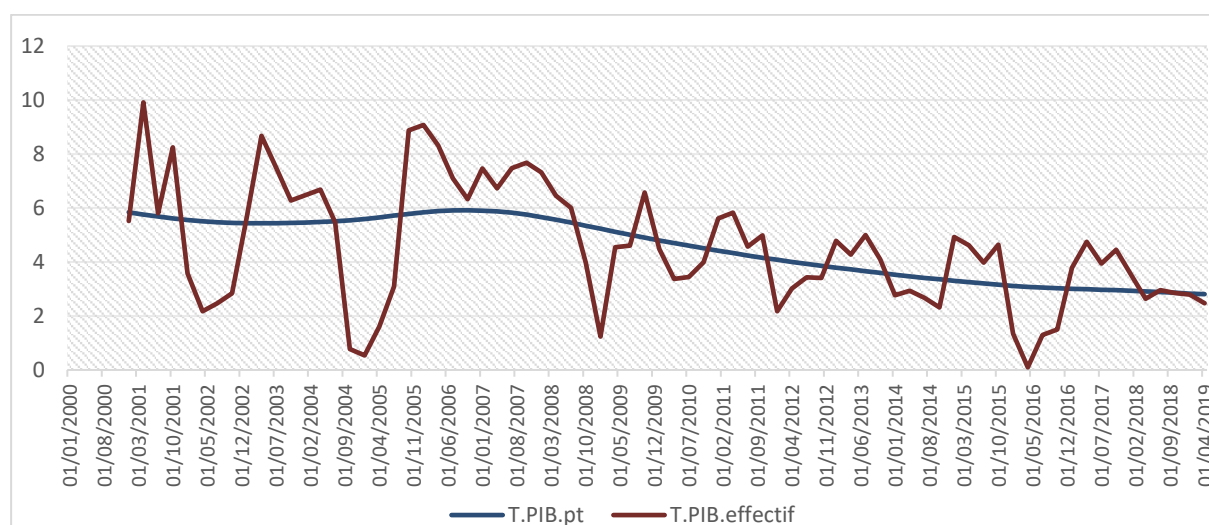


Source : Calculs faits par nos soins

Il faut signaler dans ce cadre que l'allure structurelle de long terme des deux courbes au niveau du PIB effectif ou du PIB potentiel, estimé principalement par le filtre de HP, fait ressortir le caractère cyclique de la trajectoire de la croissance l'économie marocaine. L'écart de production (output gap lors de l'utilisation potentiel particulièrement des facteurs de production), indicateur de positionnement de long terme de l'économie dans le cycle, a connu une évolution assez volatile durant la période 2000T1 et 2020T2, et en cohérence avec l'allure structurelle de l'évolution de la croissance trimestrielle du PIB effectif.

Les estimations paraissent globalement cohérentes avec l'évolution du cycle économique et conduisent à un diagnostic conjoncturel et structurel du positionnement de l'économie marocaine, principalement dans un cycle productif cohérent sur l'ensemble de la période, et ce, malgré l'existence de certains déphasages dans l'explication pour certains périodes.

Figure 2: évolution du taux la croissance trimestrielle du PIB potentiel et effectif du Maroc (période 2000T1-2019T2)-filtre HP



Source : Calculs faits par nos soins

Les résultats d'estimation du PIB potentiel montre globalement que le taux de croissance du PIB potentiel a connu des hausses et des baisses durant la période étudiée. Nous prouvons donc deviser la période entre 2000T1-2019T2 par trois période importantes :

- La période entre 2000T1 et 2004T3 : le taux de croissance trimestrielle du PIB potentiel a montré une baisse de moyenne 5.9317%, un rythme quasiment confondu avec la croissance trimestrielle effective du PIB durant la même période, soit 6.2346%.
- La période entre 2004T4 et 2008T4 : au cours de cette période le taux de croissance trimestriel du PIB potentiel a montré une hausse de moyenne 6.075868%, parallèlement à cette hausse, la croissance trimestrielle affective du PIB s'est crue ainsi à un rythme moyen de 6.4361%.
- La période entre 2009T1 jusqu'au 2019T2 : malgré la tendance haussière reconnue au cours de la période précédente, la croissance trimestrielle potentielle connaît depuis 2009T1 une décélération continue permet d'enregistrer une moyenne de 3.775%, c'est ainsi que le taux de croissance trimestrielle effective qui a passé à 3.675% en moyenne.

4. Recettes Fiscales, Cycle budgétaire et croissance économique : Analyses et discussions des résultats

La pression fiscale est un concept qui désigne le niveau de taxation auquel sont soumis les contribuables d'un pays ou d'une région donnée. Elle est mesurée en pourcentage du PIB, et peut varier considérablement d'un pays à l'autre en fonction des politiques fiscales adoptées par les gouvernements. Cette pression fiscale est étroitement liée à l'effort budgétaire, qui représente la capacité des gouvernements à financer leurs dépenses publiques grâce aux recettes fiscales et aux prélèvements obligatoires.

La pression fiscale a toujours été un sujet de débat politique et économique, car elle a un impact significatif sur l'économie, la société et les individus. En effet, une pression fiscale trop élevée peut décourager les investissements, limiter la croissance économique et réduire le pouvoir d'achat des citoyens. À l'inverse, une pression fiscale trop faible peut entraîner un manque de financement pour les services publics essentiels, tels que la santé, l'éducation et la sécurité, et peut même entraîner une dette publique élevée.

Dans de nombreux pays, la pression fiscale est principalement composée d'impôts sur le revenu, la consommation et le patrimoine. Les gouvernements peuvent également prélever des taxes sur les entreprises et les produits importés. Cependant, la répartition de la pression fiscale entre ces différentes sources d'imposition peut varier en fonction des politiques fiscales (ou budgétaires) adoptées.

L'effort budgétaire est le niveau de dépenses publiques qu'un gouvernement est capable de financer grâce à ses recettes fiscales. Cet effort budgétaire dépend directement de la pression fiscale, car plus celle-ci est élevée, plus le gouvernement dispose de ressources pour financer ses dépenses.

L'effort budgétaire peut également être influencé par d'autres facteurs, tels que les priorités politiques du gouvernement, les contraintes économiques et les pressions sociales. Dans de nombreux pays, l'effort budgétaire est souvent associé à des politiques d'austérité, qui visent à réduire les dépenses publiques pour réduire les déficits budgétaires. Cependant, ces politiques peuvent également avoir des effets négatifs sur l'économie et la société, notamment en réduisant les investissements publics, en augmentant le chômage et en réduisant les niveaux de vie des agents économiques.

En revanche, une augmentation de la pression fiscale peut également avoir des effets négatifs sur l'économie, en décourageant les investissements et en réduisant le pouvoir d'achat des citoyens. De plus, une pression fiscale élevée peut encourager l'économie informelle, où les activités économiques sont non déclarées pour éviter la taxation.

Cependant, il est important de noter que la cyclicité de la politique budgétaire sur la base de la pression fiscale peut également avoir des effets positifs sur l'économie et la société. Un cycle fiscal de nature contracyclique peut avoir des effets négatifs sur le financement des services publics de qualité, tels que la santé et l'éducation, et de garantir un niveau de vie.

Tableau 1 : Les résultats de l'estimation, du côté recettes fiscales

	CONSTANTE	CYCLE	DREF (-1)
COEFFICIENT	-0,0003	-0,188	-1,216
P-VALUE	(0,928)	(0,126)	(0,052)
J-STATISTIC	2,175		
PROB(J-STATISTIC)	0,140		

Source : Calculs faits par nos soins

D'après le tableau en dessus, on voit que la Prob(J-statistic) pour les recettes fiscales est supérieure à 5% et par conséquent les variables instrumentales sont valides ou encore sont exogènes. Le modèle en dessus met en relation la pression fiscale avec la variable représentant le cycle économique ainsi que la variable pression fiscale retardée.

Les résultats concernant ce modèle révèlent que le coefficient lié au cycle économique est négatif et non significatif, **ce qui revient à dire que la pression fiscale a un comportement acyclique.** Le coefficient lié à la variable budgétaire retardée est significatif au seuil de 10% mais négatif, dès lors on ne peut rien conclure concernant le degré d'inertie de la variable budgétaire de la mise en place d'une politique fiscale.

- **Test d'endogénéité :**

D'après les résultats, on voit bien que la p-value est supérieure à 5% donc on accepte l'hypothèse nulle et par conséquent la variable cycle est exogène.

- **Test d'orthogonalité :**

On vérifie la validité des variables instrumentales une par une. D'après les résultats, on voit que la p-value est supérieure à 5% pour chacune des trois variables instrumentales utilisées dans l'estimation de ce modèle. Ainsi on obtient la validité de chaque variable séparément.

- **Normalité des résidus :**

D'après les résultats, la p-value associé à la statistique de Jarque-Bera est supérieur à 5%, ainsi les résidus de notre modèle suivent une loi normale.

Tableau 4 : Les résultats de l'estimation, du côté dépenses totales

	CONSTANTE	CYCLE	DREF (-1)
COEFFICIENT	0,061	-0,107	-0,467
P-VALUE	(0,026)	(0,899)	(0,523)
J-STATISTIC	1,128		
PROB(J-STATISTIC)	0,568		

D'après le tableau en dessus, on voit que la Prob(J-statistic) est supérieure à 5% et par conséquent les variables instrumentales sont valides ou encore sont exogènes. Le modèle en dessus met en relation les dépenses totales avec la variable représentant le cycle économique ainsi que la variable des dépenses totales retardée.

Les résultats concernant ce modèle révèlent que le coefficient lié au cycle économique est négatif et non significatif, **ce qui revient à dire que les dépenses totales ont un comportement acyclique.** Le coefficient lié à la variable budgétaire retardée est négatif et non significatif.

- **Test d'endogénéité :**

D'après les résultats, on voit bien que la p-value est supérieure à 5% donc on accepte l'hypothèse nulle et par conséquent la variable cycle est exogène.

- **Test d'orthogonalité :**

On vérifie la validité des variables instrumentales une par une. D'après les résultats, on voit que la p-value est supérieure à 5% pour chacune des quatre variables instrumentales utilisées dans l'estimation de ce modèle. On a la validité de chaque variable séparément.

- **Normalité des résidus :**

D'après les résultats, la p-value associé à la statistique de Jarque-Bera est supérieur à 5%, ainsi les résidus de notre modèle suivent une loi normale.

L'objectif principal de ce travail était de déterminer le comportement cyclique de la politique budgétaire au Maroc sur la période 1983-2020. Pour ce faire nous avons opté pour l'estimation d'une fonction de réaction budgétaire par la GMM, pour les dépenses totales (côté dépenses), et ses composantes, ainsi que pour la pression fiscale (côté recettes). Les résultats obtenus montrent que dépenses totales comme la pression fiscale ont un comportement acyclique. A juste titre, la pression fiscale est maintenue constante quel que soit la conjoncture économique (récession, expansion...).

Nous avons donc examiné dans cet article, les tendances cycliques de la politique budgétaire au Maroc et les raisons sous-jacentes à ces cycles. On peut relever ainsi que la politique budgétaire du Maroc est un domaine complexe et en constante évolution.

Il convient de noter que la politique budgétaire marocaine est étroitement liée à la situation économique du pays. Les gouvernements successifs ont utilisé la politique budgétaire comme moyen pour stimuler la croissance en période de ralentissement économique et la freiner en période de surchauffe économique. Ces cycles sont souvent caractérisés par une variation des dépenses publiques, des recettes fiscales et des déficits budgétaires.

En effet, depuis son indépendance en 1956, le Maroc a connu une série de cycles budgétaires qui ont influencé son économie et sa stabilité financière. Au cours des années 60 et 70, le Maroc a connu une période de forte croissance économique qui s'est accompagnée d'une politique budgétaire expansionniste. Le gouvernement a dépensé beaucoup pour financer des projets d'infrastructures tels que la construction de routes, de ports et d'aéroports, ainsi que pour stimuler le secteur agricole et industriel. Cela a conduit à des déficits budgétaires importants qui ont été financés par des emprunts étrangers.

Cependant, dans les années 80, le Maroc a connu une grave crise économique qui a conduit à une politique budgétaire de rigueur. Le gouvernement a réduit les dépenses publiques, augmenté les impôts et privatisé de nombreuses entreprises publiques. Cela a permis de réduire les déficits budgétaires, mais a également entraîné une diminution de la croissance.

Au cours des années 90, le Maroc a connu une nouvelle période de croissance économique, stimulée par une politique budgétaire expansionniste. Le gouvernement a augmenté les dépenses publiques pour financer des projets d'infrastructures et pour soutenir les entreprises locales. Cela a conduit à des déficits budgétaires importants, mais la croissance économique a été forte. Cependant, dans les années 2000, le Maroc a connu une nouvelle crise économique qui a conduit à une politique budgétaire de rigueur. Le gouvernement a réduit les dépenses publiques, augmenté les impôts et privatisé de nombreuses entreprises publiques. Cela a permis la réduction des déficits budgétaires, mais a entraîné également une diminution de la croissance économique.

Depuis lors, le Maroc a connu une période de croissance économique relativement stable, mais la politique budgétaire est restée cyclique. Le gouvernement continue d'utiliser la politique budgétaire pour stimuler l'économie en période de ralentissement économique et de freiner la croissance en période de surchauffe économique. Les déficits budgétaires restent un problème récurrent, mais le gouvernement a réussi à maintenir une dette publique relativement stable grâce à une gestion prudente des finances publiques.

Notre étude sur la liaison de la pression fiscale avec le cycle économique, ainsi que la variable du cycle économique, a montré que le coefficient lié au cycle économique est négatif et non significatif, reflétant la caractéristique de la pression fiscale avec une dynamique acyclique. Le coefficient lié à la variable budgétaire retardée est significatif au seuil de 10% mais négatif, dès lors on ne peut rien conclure concernant le degré d'inertie de la variable budgétaire pression fiscale, dans la mise en place d'une politique fiscale.

En dernier lieu, il est à signaler que ces différents résultats rejoignent, en effet, les différentes études empiriques et les différents rapports mettant en lumière l'inefficacité du cycle fiscal en liaison avec le cycle économique et budgétaire. Il est à noter que ce cycle est jugé, d'après différents rapports notamment celui de l'Oxfam ainsi que du CESE, comme étant un cycle lourd, complexe et inéquitable. Bref, ce taux de pression fiscale décèle de multiples faits. En effet, la vie pratique ressort que le système fiscal marocain répond plus aux intérêts d'une minorité de la population représentée par le 1% le plus aisés du pays. Ainsi, le cheminement logique qui préside à la détermination du potentiel fiscal se base sur la détermination du taux de la pression fiscale.

Conclusion

La politique budgétaire représente la composante essentielle de la politique économique permettant aux autorités gouvernementales d'agir sur la sphère réelle et de modifier les variables macroéconomiques. Cependant, l'impact de la politique budgétaire sur l'économie dépend de l'efficacité des canaux de transmission de cette dernière et ainsi de la capacité des autorités à déterminer l'aptitude potentielle des canaux de transmission des impulsions budgétaires. L'augmentation des recettes budgétaires ou une maximisation de l'efficacité des dépenses budgétaires doivent théoriquement s'accompagner d'une reprise des activités économiques, de la croissance et de l'emploi.

Les canaux de transmission constituent les liens spécifiques par lesquels les impulsions fiscales se répercutent sur l'activité économique et, plus particulièrement, sur le niveau des prix. Ils sont variables d'une économie à l'autre et se modifient au sein d'une même économie en fonction des changements structurels. Ceci entraîne une modification dans leur capacité de transmission, et enfin le caractère cyclique de la politique budgétaire.

Ce travail s'est fixé donc, comme principal objectif d'étudier la cyclicité de la politique budgétaire au Maroc. Le choix de l'étude du caractère cyclique de la pression fiscale et des différentes composantes des dépenses publiques avait pour objectif de bien approfondir l'analyse de la cyclicité budgétaire.

Les résultats que nous avons obtenus à travers l'estimation empiriques des différents modèles révèlent que les dépenses publiques totales et les recettes fiscales réagissent en moyenne d'une manière acyclique, les dépenses ordinaires et les dépenses d'investissement réagissent en moyenne d'une manière contracyclique. Alors que les dépenses primaires ont un caractère procyclique. Cependant, ces résultats dépendent dans une large mesure des modèles choisis (GMM), des variables retenues dans les estimations et de la taille de l'échantillon. Ainsi, le choix d'une autre mesure de la variable budgétaire, l'utilisation d'un autre modèle économétrique ou l'élargissement de la taille de l'échantillon pourraient être utile pour le développement de ces études empiriques.

Dans cette perspective, il ne suffit plus que le cycle fiscal serve à réduire les inégalités ou les disparités sociales structurelles, ni même qu'il soit fonctionnel au sens où l'entendait Keynes, c'est à dire dans le court terme, il faut en revanche que cet impôt possède ces qualités fonctionnelles, mais il doit encore et surtout exercer une action à long terme sur le développement humain, le niveau de vie des ménages et la justice sociale.

REFERENCES

- [1] ANTONIN & TOUZE. (2015). Fiscalité et croissance. Les Cahiers: Le Cercle des économistes. Presses universitaires de France, 1ère Edition, avril, 2015. Descartes
- [2] BAREL, (2007). La mobilisation des ressources fiscales et son impact sur les niveaux de vie des ménages: cas du Niger », Working Paper Series, n°165, Banque Africaine du Développement
- [3] BESBES. (1997). Esquisse d'une Théorie du Changement dans l'Action Publique », Revue Française de science Politique, Vol 45
- [4] BIRD & VASQUEZI & TORGLER. (2014). Evaluation du système fiscal: une fiscalité complexe, incohérente et injuste ».Etudes et Sondages. Economia, n°3
- [5] BLINDER. (2005). Determining Countries' Tax Effort, Hacienda Publica Espanola/Revista de Economia Publica, Vol 195.
- [6] BOUSSELHAMI & HAMZAOUI. (2018). Les développements de la théorie de la fiscalité optimale », Le site desSciences Economiques et Sociales.
- [7] BRUN & CHAMBAS & GURINEAU. (2007). The coefficient of resource utilization. Econometrica : Journal of the Econometric Society,
- [8] CASS. (1965). Optimal Taxation in Theory and practice». Journal of Economic Perspectives 23
- [9] CASTAGNÈDE. (2018). TVA et transition fiscale en Afrique: les nouveaux enjeux ». Afrique Contemporaine de Boeck Université n° 215
- [10] EL GARSSI. (2001). Comprendre et connaitre la fiscalité au Maroc », Collection I, Management 2, Manuel d'aide aux gestionnaires des PME/PMI.
- [11] FRANKEL. (1962). The measurement of productive efficiency. Journal of the Royal Statistical Society : Series A (General).
- [12] GAUDMET. (1992). Simulation of Indirect Tax Reforms Using Pooled Micro and Macro French Data, Journal of Public Economics, n°56,
- [13] GEFFROY. (2014). Comment améliorer la mobilisation des ressources? par des taxes intelligentes, des dépenses productives; une perspective de long terme, de la transparence et de l'information ». Ecole des Sciences de la Gestion, Université du Québec à Montréal
- [14] GUPTA. (2007). The design of tax structure: Direct versus Indirecttaxation»; Journal of Public Economics
- [15] HINRICHS. (1965). Frontier production functions, technical efficiency and panel data : with application to paddy farmers in india. Journal of productivity analysis, 3.
- [16] KOOPMANS. (1965). Base erosion, profit shifting and developing countries. Public Finance Analysis.
- [17] MAISSOUR. A. (1997). Politiques économiques et pauvreté au Maroc: analyse en équilibre général micro-simulé ». Working Paper du GREDI 06-07.
- [18] MIRRELEES. (1971). Tax Expenditures Budgets, Budget Policy, and Tax Policy : Confusion in the States », Public Budgeting and Finance
- [19] PEDRO. (1969). Policies for Economic Growth, Journal of Economic Perspectives, 28.
- [20] PREST. (1979). Determining Countries' Tax Effort », Hacienda Publica Espanola/Revista de Economia Publica, Vol 195.
- [21] RAMSEY. (1928). A contribution to the theory of taxation ». Economic journal, London, vol 37(145),
- [22] SELIGMANN. (1914). The design of tax structure: Direct versus Indirect taxation»; Journal of Public Economics.
- [23] SENOU. (2014). Frequency of Purchase and the Estimation of Demand Systems », Journal of Econometrics, vol. 53.
- [24] STOSKY & WOLDER. (1997). Un essai d'analyse du potentiel fiscal du Bénin ». Revue d'Economie Théorique et Appliquée, volume 4, n°2.

- [25] STOSKY & WOLDER. (2000). Un essai d'analyse du potentiel fiscal du Bénin ». Revue d'Economie Théorique et Appliquée, volume 4, n°2.
- [26] TANZI. (1992). Fiscalité et politique redistributive: de la théorie à la pratique », Université de Californie, Berkeley.
- [27] TERRA & AL. (2015). La rationalisation du coût des dépenses fiscales- ou la difficile appréhension de l'interventionnisme fiscal par le droit budgétaire ». Revue de droit fiscal. N°40
- [28] TOUNSI & FADLLALAH & WAHBI. (2020). De la contrainte budgétaire au potentiel fiscal : quelle relation empirique pour le maroc ? Revue d'Economie, Gestion et Société, Numéro 20.
- [29] TREMBLAY. (1986). Is tax policy retarding Growth in Morocco? ». Networks financial Institute, working paper.
- [30] VALLEE. (1994). Infrastructures, investissement et croissance: un bilan de dix années de recherches », CERDI, Clermont Ferrand, Janvier